



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

IS

ARRETE

n° • 0 2 - 1 4 7 9 du 31 MAI 2002 portant
exécution de travaux d'office sur le site de dépôt de déchets de lindane
de la Société PCUK situé sur la commune de WINTZENHEIM

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, du Livre V relatif à la Prévention des pollutions des risques et des nuisances, de l'Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative au Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 97-0085 du 23 janvier 1997 portant prescription de mesures complémentaires à la société P.C.U.K. pour la réhabilitation de la décharge de WINTZENHEIM ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 97-0839 du 16 mai 1997 portant mise en demeure ;
- VU La lettre du 28 janvier 1997 de Me OUIZILLE indiquant que la société P.C.U.K. est en liquidation judiciaire et de ce fait dans l'impossibilité de mettre en œuvre les mesures prescrites par arrêtés préfectoraux ;
- VU La convention du 6 décembre 1985 portant institution d'une servitude sur l'utilisation et l'entretien des terrains, entre le Préfet du Haut-Rhin et M^{me} RITZENTHALER, propriétaire ;
- VU La lettre du Préfet du Haut-Rhin du 30 juillet 1996 adressée à M^{me} RITZENTHALER demandant d'entretenir le terrain ;
- VU La réponse de M^{me} RITZENTHALER du 30 septembre 1996 signalant son incapacité financière à payer les travaux d'entretien ;
- VU La lettre DPPR/SEI/BPSE/EN/MB n° 99-696 du 9 novembre 1999 de Madame la Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement autorisant le Préfet du Haut-Rhin à prendre un arrêté de travaux d'office confiant à l'ADEME, aux frais du responsable, les

travaux d'entretien, de contrôle complet et régulier de la nappe phréatique pour une durée de 2 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 00-0199 du 26 janvier 2000 portant exécution de travaux d'office pour le débroussaillage et le suivi de l'impact du dépôt de déchets sur les eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral n° 00-0976 du 05 avril 2000 portant occupation temporaire en vue de l'exécution de travaux d'office relatif à l'étude des mécanismes de transfert ;

VU La lettre DPPR/SEI/BPSPR/RC n° 99-696 du 19 février 2002 de Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement autorisant le Préfet du Haut-Rhin à prendre un arrêté de travaux d'office confiant à l'ADEME, aux frais du responsable, les travaux d'entretien, de contrôle complet et régulier de la nappe phréatique pour une durée de 3 ans ;

VU Le rapport du 28 mai 2002 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'Inspection des Installations Classées ;

CONSIDÉRANT que le dépôt de déchets de lindane provenant de la société P.C.U.K., situé à WINTZENHEIM, porte atteinte au milieu naturel et qu'il y a lieu de prendre des mesures pour assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que la présence de certaines formes de végétation spontanée qui se développent sur le sol surplombant l'ouvrage de confinement est susceptible de remettre en cause son étanchéité et qu'il est urgent de remédier à cette situation ;

CONSIDÉRANT la nécessité et l'urgence de renforcer le réseau de surveillance de l'eau souterraine afin de s'assurer de l'intégrité et de l'efficacité du confinement mis en place ;

CONSIDÉRANT que la société P.C.U.K. n'a pas réalisé les travaux de mise en place et d'exploitation d'un réseau piézométrique ;

CONSIDÉRANT que la propriétaire des terrains concernés n'est pas en mesure financièrement de procéder aux travaux d'entretien demandés par la convention susvisée ;

CONSIDÉRANT que toutes les procédures administratives possibles ont été engagées sans que le préjudice causé à l'environnement ait pu être réparé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

ARRETE

ARTICLE 1er : Travaux d'entretien

Sur les terrains surplombant le dépôt de déchets de lindane, situé sur le territoire de la commune de WINTZENHEIM, au lieudit STROHSACK, section 27, parcelles 110, 111, 112 et 113, il sera procédé aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site, à la destruction des arbres, arbustes, buissons et plantes de quelque nature que ce soit présentant des racines de plus de 40 cm de profondeur.

ARTICLE 2 : Réseau de surveillance

Il sera procédé, aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site, à la définition, la mise en place et l'exploitation d'un réseau de puits permettant d'assurer le suivi de l'impact du dépôt de déchets de lindane sur les eaux souterraines.

ARTICLE 3 : Analyses

Un contrôle mensuel de la qualité des eaux souterraines sera effectué, aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site, sur le réseau de surveillance visé à l'article 2. L'analyse devra permettre le suivi complet de l'impact du dépôt de déchets de lindane sur les eaux souterraines.

La fréquence mensuelle pourra être réduite à l'initiative de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) si les résultats des analyses en font apparaître la possibilité.

Les résultats seront envoyés dès réception à la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement.

ARTICLE 4 : Réalisation des travaux

L'ADEME est chargée d'exécuter ou de faire exécuter les travaux, études et analyses prescrites aux articles 1, 2 et 3 du présent arrêté, pour une période de 3 ans, (à partir du 1er juin 2002 pour l'ensemble des travaux, et du 1^{er} novembre 2002 pour les prélèvements et analyses d'eaux souterraines).

Un rapport semestriel des conclusions et résultats des analyses des investigations sera adressé à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin.

ARTICLE 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à :

- M. le Maire de WINTZENHEIM
- M^{me} RITZENTHALER demeurant 6, rue Camille See à Colmar
- M. le Directeur de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) 8, rue Adolphe Seyboth 67000 STRASBOURG,
- M. le liquidateur judiciaire de la société PCUK, Maître OUIZILLE, 51 avenue du Maréchal Joffre à NANTERRE.

Fait à COLMAR, le 31 MAI 2002

Le Préfet,

Délais et voie de recours (article L.514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Olivier LAURENS-BERNARD